

Art. 5. Notre Ministre de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministère de la Prévoyance sociale,

L. NAMECHE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

31 JUILLET 1972. — Arrêté royal relatif aux modalités de l'octroi des aides pour le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux et pour le lait écrémé transformé en aliments composés pour animaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 20 juillet 1962 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage;

Vu la loi du 15 janvier 1938 relative à la création d'un Office national du Lait et de ses dérivés, modifiée par arrêté royal du 3 octobre 1955;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1938 instituant un Office national du Lait et de ses dérivés, modifié par les arrêtés royaux des 5 février 1955, 3 octobre 1955 et 7 août 1957;

Vu la loi du 2 décembre 1957 portant approbation du Traité instituant la Communauté Economique Européenne et les actes annexés;

Vu le Règlement (C.E.E.) n° 986/68 du Conseil du 15 juillet 1968, établissant les règles générales relatives à l'octroi des aides pour le lait écrémé en poudre destinées à l'alimentation du bétail;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, notamment son article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Une aide est accordée pour la poudre de lait écrémé qui a été dénaturée ou utilisée dans la fabrication d'aliments composés pour animaux, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. Un arrêté ministériel détermine les formes sous lesquelles la poudre de lait écrémé peut se trouver, les substances au moyen desquelles la poudre de lait écrémé est dénaturée, ainsi que les conditions spéciales relatives à la composition et à l'emballage auxquelles les aliments composés doivent répondre au sens de l'article 1er.

Art. 3. Pour pouvoir bénéficier des dispositions de l'article 1er, la laiterie qui se propose de dénaturer de la poudre de lait écrémé doit :

1. Communiquer par écrit à l'Office national du Lait et de ses Dérivés au moins 72 heures avant la dénaturation les renseignements suivants :

- a) sa raison sociale et son adresse;
- b) la quantité de poudre de lait écrémé qui doit être dénaturée;
- c) le lieu de la dénaturation;
- d) la période prévue pour la dénaturation;
- e) le procédé de dénaturation envisagé avec indication de la substance dénaturante;

Art. 5. Onze Minister van Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 december 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege
De Minister van Sociale Voorzorg,

L. NAMECHE

MINISTERIE VAN LANDBOEW.

31 JULI 1972. — Koninklijk besluit houdende uitvoeringsbepalingen inzake de toekenning van steun voor afgeroomde melkpoeder voor voederdoeleinden en voor tot samengesteld voeder verwerkte afgeroomde melk

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 20 juli 1962 betreffende de handel in landbouw-, tuinhoub- en zeevisserijprodukten;

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinhoub, bosbouw en veeteelt;

Gelet op de wet van 15 januari 1938, betreffende de oprichting van een Nationale Zuiveldienst, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 oktober 1955;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1938, tot instelling van een Nationale Zuiveldienst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 februari 1955, 3 oktober 1955 en 7 augustus 1957;

Gelet op de wet van 2 december 1957 houdende goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en de bijgevoegde akten;

Gelet op de Verordening (E.E.G.) nr. 986/68 van de Raad van 15 juli 1968 houdende vaststelling van de algemene voorschriften voor de toeckenning van steun voor ondermelk en mager melkpoeder bestemd voor voederdoeleinden;

Gelet op de wet van 23 decembre 1949 houdende instelling van een Raad van State en namelijk artikel 2, lid 2;

Gelet op de hoogdringendheid,

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er wordt steun verleend voor afgeroomde melkpoeder dat gedenatureerd of tot samengesteld dierenvoeder verwerkt is overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 2. Bij ministerieel besluit worden de vormen bepaald waaronder het afgeroomd melkpoeder mag voorkomen, de stoffen waarmee het wordt gedenatureerd alsmede de bijzondere voorwaarden inzake samenstelling en verpakking waaraan samengesteld voeder in de zin van artikel 1 moet voldoen.

Art. 3. Om te kunnen genieten van de bepalingen vermeld in artikel 1 moet het zuivelbedrijf dat vooroemens is afgeroomde melkpoeder te denaturen :

1. Ten minste 72 uur vóór de naturering aan de Nationale Zuiveldienst de volgende inlichtingen mededelen :

- a) de naam en het adres van het bedrijf;
- b) de hoeveelheid afgeroomde melkpoeder die moet gedenatureerd worden;
- c) de plaats van de denaturering;
- d) de vermoedelijke duur van de denaturering;
- e) de voorgenomen werkwijze der denaturering met aanduiding van het denaturatiemiddel;

2. Tenir et conserver en permanence au lieu de la dénaturation un relevé qui comporte les indications suivantes :

- a) entrées de lait et de crème provenant des producteurs;
- b) entrées de lait, de lait écrémé et de crème provenant des laiteries;
- c) date de fabrication et quantités de lait écrémé et de poudre de lait écrémé fabriquées;
- d) quantités d'autres produits laitiers fabriquées;
- e) date de réception et quantités de lait écrémé et de poudre de lait écrémé réceptionnées, ainsi que le nom et l'adresse du fournisseur;
- f) date de sortie et quantités livrées de lait écrémé et de poudre de lait écrémé, ainsi que le nom et l'adresse du destinataire;
- g) pertes, échantillons, quantités rendues ou remplacées de lait écrémé et de poudre de lait écrémé;

3. Se conformer aux obligations que le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes ou son délégué pourrait prescrire dans le but de permettre un contrôle plus efficace;

4. Introduire auprès de l'Office du Lait et de ses Dérivés au plus tard le 15 de chaque mois une déclaration mentionnant les quantités de poudre de lait écrémé dénaturées au cours de chaque journée du mois précédent et certifiant que les opérations ont eu lieu conformément aux dispositions prévues par le présent arrêté.

5. Effectuer les opérations de dénaturation entre 8 et 18 heures.

Art. 4. Pour pouvoir bénéficier des dispositions de l'article 1er, l'entreprise autre qu'une laiterie qui se propose de dénaturer de la poudre de lait écrémé doit se conformer aux conditions suivantes :

1. Communiquer par écrit au Service d'Inspection des matières premières du Ministère de l'Agriculture au moins 72 heures avant la dénaturation, les renseignements suivants :

- a) sa raison sociale et son adresse;
- b) la quantité de poudre de lait écrémé qui doit être dénaturée;
- c) le lieu de la dénaturation;
- d) la période prévue pour la dénaturation;
- e) le procédé de dénaturation envisagé avec indication de la substance dénaturante.

2. Disposer d'une installation qui permette le pesage exact et le mélange convenable des produits à mettre en œuvre.

3. Tenir à la disposition de l'agent chargé du contrôle, un local lui permettant de suivre les opérations.

4. Dénaturer par journée de 8 heures au moins 20 tonnes de poudre de lait écrémé.

5. Tenir et conserver en permanence au lieu de la dénaturation une comptabilité matière qui comporte les indications suivantes :

- a) date de réception et quantités de poudre de lait écrémé réceptionnées, ainsi que le nom et l'adresse du fournisseur;
- b) date de la dénaturation et quantités de poudre de lait écrémé dénaturées, avec indication de la nature et de la quantité utilisée de dénaturant;
- c) date de sortie et quantités livrées de poudre de lait écrémé dénaturée et de poudre de lait écrémé non dénaturée, ainsi que le nom et l'adresse du destinataire;
- d) pertes, échantillons, quantités rendues ou remplacées de poudre de lait écrémé dénaturée et de poudre de lait écrémé non dénaturée;
- e) quantités de poudre de lait écrémé dénaturée et de poudre de lait écrémé non dénaturée en stock de la fin de chaque semaine et à la fin de chaque mois.

6. Se conformer aux obligations que le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes ou son délégué pourrait prescrire dans le but de permettre un contrôle plus efficace.

7. Introduire auprès du Service d'Inspection des Matières premières du Ministère de l'Agriculture au plus tard le 15 de chaque mois une déclaration de lait écrémé dénaturée au cours de chaque journée du mois précédent et certifiant que les opérations ont eu lieu suivant les dispositions prévues par le présent arrêté.

8. Effectuer les opérations de dénaturation entre 8 et 18 heures.

2. In de plaats waar denaturering gebeurt een voorraadboekhouding voeren, die de volgende gegevens bevat :

- a) de van de producenten ontvangen rauwe melk en room;
- b) de van de zuivelfabrieken ontvangen melk, ondermelk en room;
- c) de dag van vervaardiging en de vervaardigde hoeveelheid ondermelk en afgeroomde melkpoeder;
- d) de geproduceerde hoeveelheid andere zuivelprodukten;
- e) de dag van ontvangst en de ontvangen hoeveelheid ondermelk en afgeroomde melkpoeder, alsmede naam en adres van de leverancier;
- f) de dag van aflevering en de aangeleverde hoeveelheid ondermelk en afgeroomde melkpoeder, alsmede naam en adres van de ontvanger;
- g) verliezen, monsters, retourzendingen en omruiling van ondermelk en afgeroomde melkpoeder;

3. De verplichtingen naleven die de Minister van Landbouw en Middenstand of zijn afgevaardigde zou kunnen opleggen teneinde een meer doeltreffende controle mogelijk te maken;

4. Ten laatste de vijftiende van elke maand bij de Nationale Zuiveldienst een verklaring indienen waarin de hoeveelheden afgeroomde melkpoeder vermeld worden die elke dag van de voorafgaande maand werden gedenatureerd en waarin bevestigd wordt dat de bewerkingen uitgevoerd werden overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

5. De denaturerbewerkingen uitvoeren tussen 8 en 18 uur.

Art. 4. Om te kunnen genieten van de bepalingen vermeld in artikel 1 moet de onderneming die geen zuivelbedrijf is en die het voornemen heeft afgeroomde melkpoeder te denatureren zich schikken naar de volgende voorwaarden :

1. Tenminste 72 uur vóór de denaturering schriftelijk de Dienst voor Inspectie der Grondstoffen van het Ministerie van Landbouw de volgende inlichtingen verschaffen :
 - a) de naam en het adres van het bedrijf;
 - b) de hoeveelheid afgeroomde melkpoeder die moet gedenatureerd worden;
 - c) de plaats van denaturering;
 - d) de vermoedelijke duur van de denaturering;
 - e) de voorgenomen werkwijze met aanduiding van het denaturatiemiddel.

2. Over een inrichting beschikken die een nauwkeurige weging en een behoorlijke menging van de te bewerken produkten toelaat.

3. Een lokaal ter beschikking stellen van de met de controle belastbare beambte van waar hij de uitvoering kan volgen.

4. Per dag van 8 uren ten minste 20 ton afgeroomde melkpoeder te denatureren.

5. In de plaats waar de denaturering gebeurt op doorlopende wijze een voorraadboekhouding voeren die de volgende aanduidingen moet bevatten :

- a) de dag van ontvangst en de ontvangen hoeveelheden afgeroomde melkpoeder, alsmede naam en adres van de leverancier;
- b) de dag van denaturering en de gedenatureerde hoeveelheden afgeroomde melkpoeder, met aanduiding van de aard en de gebruikte hoeveelheid denaturerend produkt;
- c) de dag van aflevering en de aangeleverde hoeveelheden gedenatureerde afgeroomde melkpoeder en niet gedenatureerde afgeroomde melkpoeder, alsmede naam en adres van de ontvanger;
- d) verliezen, monsters, retourzendingen en omruiling van gedenatureerde afgeroomde melkpoeder en niet gedenatureerde afgeroomde melkpoeder;
- e) de hoeveelheden gedenatureerde afgeroomde melkpoeder en niet gedenatureerde afgeroomde melkpoeder die in voorraad zijn op het einde van elke week en op het einde van elke maand.

6. De verplichtingen naleven die de Minister van Landbouw en Middenstand of zijn afgevaardigde zou kunnen opleggen teneinde een meer doeltreffende controle mogelijk te maken.

7. Ten laatste de vijftiende van elke maand bij de Inspectie der Grondstoffen van het Ministerie van Landbouw een verklaring indienen waarin de hoeveelheden afgeroomde melkpoeder vermeld worden die elke dag van de voorafgaande maand werden gedenatureerd en waarin bevestigd wordt dat de bewerkingen uitgevoerd werden overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

8. De denaturerbewerkingen uitvoeren tussen 8 en 18 uur.

Art. 5. Pour pouvoir bénéficier des dispositions de l'article 1er, le fabricant d'aliments composés qui se propose d'incorporer de la poudre de lait écrémé dans les aliments composés pour animaux doit se conformer aux conditions suivantes :

1. Etre agréé, au préalable, à cette fin par le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. Une arrêté ministériel détermine les conditions d'agrément.

L'agrément est retirée dès que ces conditions n'existent plus; il est octroyé à nouveau si les conditions requises sont remplies.

2. Communiquer par écrit au Service d'Inspection des matières premières du Ministère de l'Agriculture au moins 72 heures avant l'incorporation, les renseignements suivants :

- a) sa raison sociale et son adresse;
- b) la quantité de poudre de lait écrémé qui doit être incorporée;
- c) le lieu de l'incorporation;
- d) la période prévue pour cette incorporation;
- e) la composition de l'aliment à fabriquer;

3. Tenir et conserver en permanence au lieu de l'incorporation une comptabilité matière qui comporte les indications suivantes :

- a) date de réception et quantités de poudre de lait écrémé réceptionnées, ainsi que le nom et l'adresse du fournisseur;
- b) date de fabrication, quantités incorporées de poudre de lait écrémé et quantités fabriquées d'aliments composés avec indication de la composition du produit et le pourcentage de ses éléments constitutifs;
- c) date de sortie et quantités délivrées d'aliments composés et de poudre de lait y incorporée, ainsi que le nom et l'adresse du destinataire;
- d) pertes, échantillons, quantités rendues ou remplacées de poudre de lait écrémé et d'aliments composés;
- e) les quantités de poudre de lait écrémé et les quantités d'aliments composés contenant de la poudre de lait écrémé, détenues en stock à la fin de chaque semaine et à la fin de chaque mois.

4. Se conformer aux obligations que le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes ou son délégué pourrait prescrire dans le but de permettre un contrôle plus efficace.

5. Introduire auprès du Service d'Inspection des matières premières du Ministère de l'Agriculture au plus tard le 15 de chaque mois une déclaration mentionnant les quantités de poudre de lait écrémé incorporées au cours de chaque journée du mois précédent et certifiant que les incorporations ont eu lieu suivant les dispositions prévues par le présent arrêté.

6. Effectuer l'incorporation entre 8 et 18 heures.

Art. 6. Il est interdit de commercialiser ou d'utiliser de la poudre de lait écrémé dénaturée pour la fabrication de produits autres que les aliments pour animaux.

Art. 7. Le contrôle de la dénaturation est assuré dans la laiterie par les agents de l'Office national du Lait et de ses Dérivés. Le contrôle de la dénaturation dans l'entreprise autre que la laiterie et de l'incorporation dans les aliments composés est assuré par les agents du Service d'Inspection des matières premières du Ministère de l'Agriculture.

Art. 8. Les infractions aux prescriptions du présent arrêté sont, selon le cas, recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 20 juillet 1962 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime ou de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage.

Art. 9. Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes peut octroyer des dérogations aux prescriptions des articles 4 et 5 du présent arrêté.

Art. 10. Les arrêtés royaux du 29 août 1968 et du 15 janvier 1970 sont abrogés.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er août 1972.

Art. 5. Om te kunnen genieten van de bepalingen vermeld in artikel 1 moeten de fabrikanten van samengestelde voeders die het voornement hebben afgeroomde melkpoeder te vermengen in samengestelde voeders, zich schikken naar de volgende voorwaarden :

1. Vooraf daartoe door de Minister van Landbouw en Middenstand worden erkend. Bij ministerieel besluit worden de voorwaarden tot erkenning bepaald.

Zodra deze voorwaarden niet meer bestaan wordt de erkenning ingetrokken; zij wordt opnieuw verleend indien de vereiste voorwaarden worden vervuld.

2. Tenminste 72 uur vóór iedere inmenging schriftelijk de dienst voor Inspectie der Grondstoffen van het Ministerie van Landbouw de volgende inlichtingen mededelen :

- a) de naam en het adres van het bedrijf;
- b) de hoeveelheid afgeroomde melkpoeder die moet ingemengd worden;

- c) de plaats van de inmenging;
- d) de vermoedelijke duur van deze inmenging;
- e) de samenstelling van het voeder dat zal gefabriceerd worden;

3. In de plaats waar de inmenging gebeurt op doorlopende wijze een voorraadboekhouding voeren die de volgende aanduidingen moet bevatten :

- a) de dag van ontvangst en de ontvanger hoeveelheden afgeroomde melkpoeder, alsmede naam en adres van de leverancier;

- b) de dag van vervaardiging, de ingemengde hoeveelheden afgeroomde melkpoeder en de vervaardigde hoeveelheden samengesteld voeder, alsmede de samenstelling ervan in gewichtspercenten;

- c) de dag van aflevering en de afgelverde hoeveelheden samengesteld voeder en de erin verwerkte afgeroomde melkpoeder, alsmede naam en adres van de ontvanger;

- d) verliezen, monsters, retourzendingen en omruiling van afgeroomde melkpoeder en van samengesteld voeder;

- e) de hoeveelheden afgeroomde melkpoeder en de hoeveelheden samengesteld voeder bevattende afgeroomde melkpoeder die in voorraad zijn op het einde van elke week en op het einde van elke maand.

4. De verplichtingen naleven die de Minister van Landbouw en Middenstand of zijn afgevaardigde zou kunnen opleggen ten einde een meer doelmatige controle mogelijk te maken.

5. Ten laatste de vijftiende van elke maand bij de Dienst voor Inspectie der Grondstoffen van het Ministerie van Landbouw een verklaring indienen waarin de hoeveelheden afgeroomde melkpoeder vermeld worden die elke dag van de vorige maand ingemengd werden en waarin bevestigd wordt dat de bewerkingen uitgevoerd werden overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

6. De inmenging uitvoeren tussen 8 en 18 uur.

Art. 6. Het is verboden gedenatureerde afgeroomde melkpoeder te verhandelen of te gebruiken voor de fabricage van andere produkten van dierenvoeders.

Art. 7. De controle op de denaturering wordt in het zuivelbedrijf uitgevoerd door de agenten van de Nationale Zuiyeldienst. De controle op de denaturering in de ondernemingen die geen zuivelbedrijf zijn en op de inmenging in samengesteld voeder wordt uitgevoerd door de agenten van de Dienst voor Inspectie der Grondstoffen van het Ministerie van Landbouw.

Art. 8. Overtredingen op de bepalingen van dit besluit worden naar gelang het geval, opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 20 juli 1962 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijprodukten of van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veehouderij.

Art. 9. De Minister van Landbouw en Middenstand is gemachtigd afwijkingen toe te staan op de voorschriften van de artikels 4 en 5 van dit besluit.

Art. 10. De koninklijke besluiten van 29 augustus 1968 en 15 januari 1970 worden opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1972.

Art. 12. Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 31 juillet 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

L. TINDEMANS

17 NOVEMBRE 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 1972 relatif aux modalités de l'octroi des aides pour le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux et pour le lait écrémé transformé en aliments composés pour animaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1972 relatif aux modalités de l'octroi des aides pour le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux et pour le lait écrémé transformé en aliments composés pour animaux.

Vu le Règlement (CEE) n° 1664/72 de la Commission du 28 juillet 1972 modifiant la date d'entrée en vigueur du Règlement (CEE) n° 990/72 relatif aux modalités d'octroi des aides au lait écrémé transformé en aliments composés et au lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux.

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, notamment son article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 11 de l'arrêté royal du 31 juillet 1972 relatif aux modalités de l'octroi des aides pour le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux et pour le lait écrémé transformé en aliments composés pour animaux est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1972. »

Art. 2. Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 novembre 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

L. TINDEMANS

20 NOVEMBRE 1972. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté royal du 31 juillet 1972 relatif aux modalités de l'octroi des aides pour le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux et pour le lait écrémé transformé en aliments composés pour animaux, modifié par l'arrêté royal du 17 novembre 1972

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1972 relatif aux modalités de l'octroi des aides pour le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux et pour le lait écrémé transformé en aliments composés pour animaux, modifié par l'arrêté royal du 17 novembre 1972;

Art. 12. Onze Minister van Landbouw en Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 31 juli 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Landbouw en Middenstand,

17 NOVEMBER 1972. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 1972 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de toekeping van steun voor afgeroomde melkpoeder voor voederdoeleinden en voor tot samengesteld voeder verwerkte afgeroomde melk

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1972 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de toekeping van steun voor afgeroomde melkpoeder voor voederdoeleinden en voor tot samengesteld voeder verwerkte afgeroomde melk,

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 1664/72 van de Commissie van 28 juli 1972 houdende wijziging van de datum van inwerkingtreding van Verordening (EEG) nr. 990/72 met betrekking tot de uitvoeringsbepalingen inzake de toekeping van steun voor tot mengvoeder verwerkte ondermelk en voor mageremelkpoeder bestemd voor veevoeder,

Gelet op de wet van 23 december 1949 houdende instelling van een Raad van State en namelijk artikel 2, lid 2;

Gelet op de hoogdringendheid,

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en Middenstand.

Hebben Wij besloten en besloten Wij :

Artikel 1. Artikel 11 van het koninklijk besluit van 31 juli 1972 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de toekeping van steun voor afgeroomde melkpoeder voor voederdoeleinden en voor tot samengesteld voeder verwerkte afgeroomde melk wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1972. »

Art. 2. Onze Minister van Landbouw en Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 november 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Landbouw en Middenstand,

20 NOVEMBER 1972. — Ministerieel besluit genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 31 juli 1972 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de toekeping van steun voor afgeroomde melkpoeder voor voederdoeleinden en voor tot samengesteld veevoeder verwerkte afgeroomde melk, gewijzigd bij koninklijk besluit van 17 november 1972

De Minister van Landbouw en Middenstand,

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1972 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de toekeping van steun voor afgeroomde melkpoeder voor voederdoeleinden en voor tot samengesteld veevoeder verwerkte afgeroomde melk, gewijzigd bij koninklijk besluit van 17 november 1972;